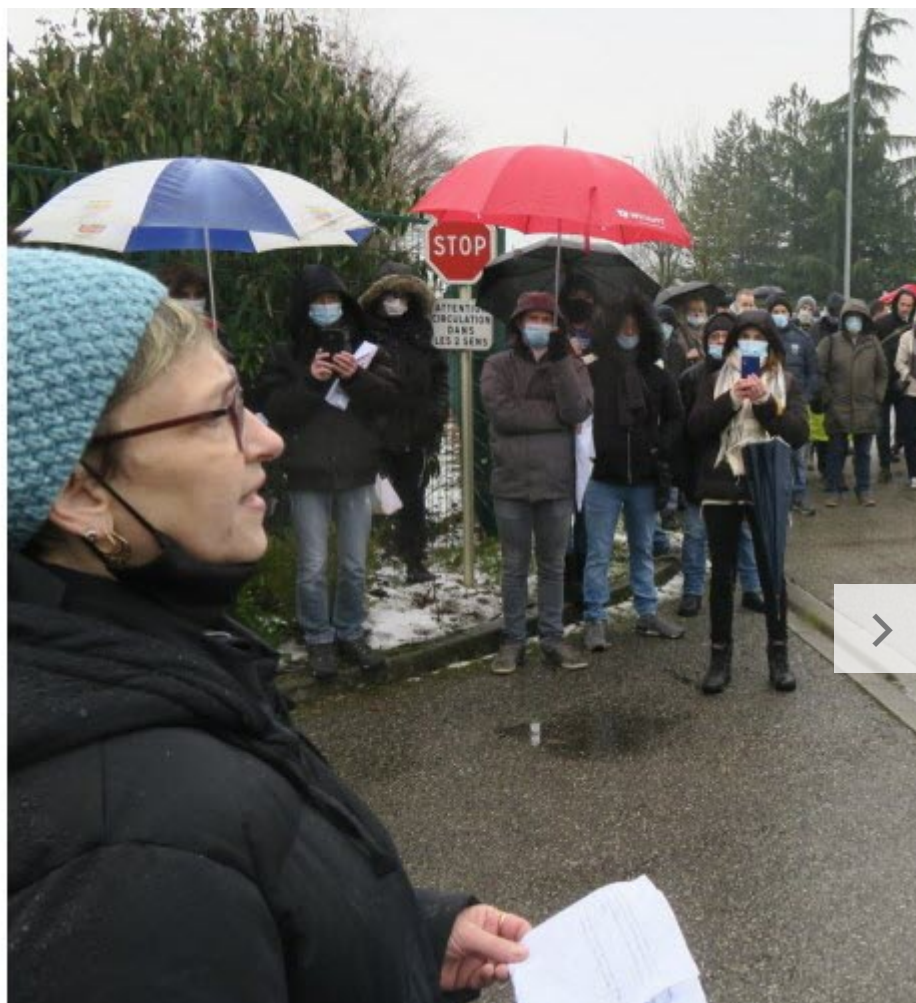


Isère

dl Grève chez Tornier à Montbonnot-Saint-Martin : non à « un PSE au rabais »

Pus d'une centaine de salariés du spécialiste français des implants orthopédiques ont fait grève mercredi pour dénoncer le Plan de sauvegarde de l'emploi qui prévoit, notamment, la suppression de 93 postes sur un effectif de 480 personnes.

Par **Céline FERRERO** - 21:10 - Temps de lecture : 3 min



Mercredi, à l'appel de l'intersyndicale, de nombreux salariés ont manifesté devant l'un des sites d'Innovallée supports de l'entreprise. Photo Le DL /C.F.



Pour tous, c'est une première. Et elle leur fait mal. Les salariés de Tornier SAS France, spécialiste français des implants orthopédiques, ont fait grève, ce mercredi, soit une semaine après l'annonce « brutale » d'un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) par la direction de Stryker, du nom de ce groupe américain qui a racheté en novembre dernier Tornier SAS (480 personnes), devenu Wright, fabricant mondial de dispositifs médicaux (prothèses d'épaule, de coudes, de poignets, de chevilles...).

Plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées sous la pluie froide du matin, devant l'un des sites de la zone d'Innovallée à Montbonnot-Saint-Martin, à l'appel de l'intersyndicale tout juste créée (CFDT et CGT), malgré la situation de Covid et la mise en place de télétravail pour beaucoup d'entre elles. « Il y a les salariés dont les postes sont supprimés, ceux qui vont être transférés sur le site de Pusignan (Rhône) et des personnes solidaires à l'image de l'esprit Tornier », indique avec force Valérie Saclier. Salariée Tornier depuis 13 ans, aujourd'hui membre du CSE, elle avoue : « Quand on a fusionné avec Wright, on s'attendait à ça et rien ne s'est produit. Puis est venu Stryker... On ne pensait pas que ça serait

aussi rapide. Le directeur de Stryker France, qui est aussi directeur de Tornier SAS, a été mis en place le 31 décembre et une semaine plus tard, il nous informait du plan de licenciement. »

Passé la nouvelle, c'est l'incompréhension : Marie-Pierre Pilon (CFDT) trouve ça « honteux de donner pendant 5 ans aux salariés 3 % d'augmentation, 15 mois de salaire, de nous présenter un bon bilan économique puis, le 7 janvier, on nous dit tout l'inverse ».

« 41 % des employés Tornier impactés »

Malgré nos sollicitations, la direction ne s'est pas exprimée. Les salariés, eux, sont d'ores et déjà d'accord sur un point : pas d'un PSE « au rabais ».

Les négociations vont commencer, le CSE a jusqu'au 11 avril pour donner un avis et les négociations, elles, doivent être bouclées le 11 mars. Les premiers départs pourraient intervenir en juillet. Pour l'intersyndicale, il ne faut pas perdre de temps car « on parle de 93 postes supprimés, de 78 transferts (dont 13 sur le site de Nogent), de 28 contrats de travail modifiés... Soit potentiellement 41 % des employés Tornier SAS France impactés. Le site de Montbonnot deviendra un gros site de production, et tous les services supports vont partir : la finance aux Pays-Bas, les ressources humaines à Lyon, l'entité commerciale qui ferme à Lyon va aller sur le site de Pusignan... »

Et par rapport aux employés qui sont là depuis très longtemps, ajoute Jésus Domingo, lui-même concerné par le PSE (comme l'ensemble de son service de gestion des commandes, soit 3 personnes) et membre du CSE, « les indemnités de licenciement sont inadmissibles. Sur ce point, on se moque des gens. Je suis attristé car des gens se sont investis pour devenir numéro 1 de l'épaule et en 5 minutes Stryker met tout par terre. Voilà comment on est remercié ».

Conflit social

Economie

